

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 PERIGNY

Périgny, le 19 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EXTRUPLAST

ZI du Fief du Passage
56 rue Robert Geffré
17000 La Rochelle

Références : 0007206647/2025-630

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2025 dans l'établissement EXTRUPLAST implanté ZI du Fief du Passage 56 rue Robert Geffré 17000 La Rochelle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EXTRUPLAST
- ZI du Fief du Passage 56 rue Robert Geffré 17000 La Rochelle
- Code AIOT : 0007206647
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement Extruplast est un site classé SEVESO seuil bas spécialisé dans la production d'emballage et de remplissage de produits pétroliers.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2025 Plan de modernisation des installations industrielles - PMII

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Plan d'inspection des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	Sans objet
2	Recensement des réservoirs soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1	Sans objet
3	Recensement des réservoirs soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1	Sans objet
4	Dossier des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2	Sans objet
6	Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
7	Recensement des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection émet 5 demandes auprès de l'exploitant en relation avec :

- la visite décennale des réservoirs composites en fin de vie "constructeur",
- la mise à jour du dossier réservoir,
- la mise à jour des plans d'une rétention située en Zone 2,
- la modification de la fiche inspection de la rétention,
- le reclassement d'un désordre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Champ d'application démarche PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel des 03/10/2010 et 04/10/2010, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Champ d'application
Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 : Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation. Arrêté ministériel du 3 octobre 2010 : I.-Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités : 1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites rubriques liquides inflammables ; 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.
Constats : L'établissement est soumis à autorisation pour au moins une rubrique ICPE dite « liquides inflammables » (4331 et 4734). L'exploitant en séance indique que la majeure partie des liquides inflammables sont stockés en réservoir souterrain. Le site ne présente que deux réservoirs de liquides inflammables aériens non soumis au plan de modernisation au sens de l'arrêté du 03 octobre 2010 eu égard à leurs volumes équivalents (cf fiche n°2 du présent rapport : recensement des réservoirs soumis au PMII – plan de modernisation des installations industrielles). Concernant l'application de la réglementation PMII, le site n'entre pas dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010, toutefois, il convient de définir le périmètre de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010. Pour cela, l'exploitant indique qu'il s'est basé sur les recommandations du guide professionnel DT90 pour effectuer le recensement des équipements potentiellement classés au titre du PMII du site. Il a recensé les produits chimiques selon leurs mentions de danger et croisé cette information avec le plan des installations (réservoirs, capacités, tuyauteries et rétentions du site). Ainsi, il ressort de ce recensement que les réservoirs cylindriques verticaux ne présentent pas les caractéristiques de volume et de mentions de dangers permettant de les soumettre au titre du plan de modernisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Recensement des réservoirs soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs - recensement 03/10
Prescription contrôlée : Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection.
Constats : Il ressort de ce recensement qu'aucun réservoir aérien n'est soumis au PMII au titre de l'arrêté du 3 octobre 2010. En effet, les deux réservoirs stockent des liquides inflammables de catégorie C dont la capacité équivalente est inférieure à 10 m ³ . L'exploitant ajoute qu'il suit volontairement ses deux réservoirs aériens de liquides inflammables comme s'ils étaient soumis. Voir en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Recensement des réservoirs soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs - recensement 04/10
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée : <ul style="list-style-type: none">- supérieure à 10 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df. Sont exclus du champ d'application de cet article : <ul style="list-style-type: none">- les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et- les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.
Constats : Il ressort du recensement réalisé par l'exploitant qu'aucun réservoir aérien n'est soumis au PMII au titre de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

Voir en annexe confidentielle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dossier des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – dossier 04/10

Prescription contrôlée :

4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir. (...)

Constats :

En séance, l'exploitant indique qu'aucun réservoir aérien n'est soumis au PMII sur le site d'Extruplast, il ajoute qu'il suit volontairement ses réservoirs (n°40 et n°41) de pétrole lampant comme s'ils étaient soumis. Le dossier réservoir se trouve sur la GMAO de l'entreprise. Le logiciel permet de consigner tous les documents et toutes les actions réalisées sur les équipements.

L'exploitant ne possède pas d'état initial de ses réservoirs à proprement parler mais la description de ces derniers apparaît sur le rapport d'inspection quinquennale effectué par le Bureau Veritas daté du 1^{er} avril 2025.

L'historique des interventions, les dates des dernières inspections apparaissent sur le logiciel de GMAO dans le dossier du réservoir.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan d'inspection des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – programme inspection 04/11

Prescription contrôlée :

Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède :

- à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ;
- à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.
- pour les réservoirs de plus de 100 m³, à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir

tous les dix ans (...).

Constats :

Les réservoirs n'étant pas classés au titre du PMII, l'exploitant ne possède pas de programme d'inspection du réservoir au sens de l'article 4-3 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010.

Toutefois, dans son logiciel de GMAO, l'exploitant a programmé les visites suivantes :

- tous les ans : une visite de routine effectuée en interne,
- tous les 5 ans : une visite externe détaillée réalisée par un bureau de contrôle externe.

Les visites annuelles ont été réalisées en date du 10 juillet 2024 et 27 août 2025 pour le réservoir 40. Les conclusions sont sans observation pour l'ensemble du programme de vérification.

Le rapport de visite quinquennale effectuée par du Bureau Veritas daté du 1^{er} avril 2025 indique en conclusion que les réservoirs en fibre de verre (SVR) sont en bon état mais que la durée de vie des réservoirs (selon la documentation constructeur) est de 10 ans.

Ces derniers ont dépassé la durée de vie « constructeur » puisqu'ils ont été construits et installés en 2014.

Le Bureau Veritas conseille à l'exploitant de prévoir le remplacement des réservoirs.

L'exploitant indique que les réservoirs sont déclarés en bon état par le Bureau Veritas et qu'en conséquence, il prévoit une visite détaillée hors exploitation des équipements en mars 2026 de façon à ce que le constructeur se positionne sur la possibilité d'allonger la durée de vie de ces derniers.

En séance, l'exploitant présente l'offre non signée et précise que la visite hors exploitation est prévue au budget 2026 de la société.

En complément, l'exploitant confirme que l'ensemble des réservoirs aériens du site est construit avec la même technologie (SVR). L'exploitant a indiqué devoir entamer une réflexion sur la poursuite de l'exploitation des autres réservoirs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet le devis signé du constructeur relatif à la visite détaillée des réservoirs du site arrivant en fin de vie sous 2 mois.

A la suite du contrôle des deux réservoirs, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le rapport rédigé par le constructeur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries - recensement 04/10
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables : 1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et 2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m ³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou 3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m ³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou 4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou 5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411, sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement. Sont exclus du champ d'application de cet article : - les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et - les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et - les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)
Constats : Par courriel du 26 novembre 2025, l'exploitant indique qu'aucune tuyauterie ou capacité n'entre dans le champ du PMII. Il précise : - qu'aucune capacité ou tuyauterie pour laquelle une défaillance liée au vieillissement n'est susceptible de produire un accident d'une gravité importante, - qu'aucune capacité d'un volume supérieur à 10 m ³ contenant des produits ayant pour mention de danger H400 ou H410 n'est présente sur site, ces produits sont stockés en bidons ou GRV, - qu'aucune tuyauterie d'un diamètre nominal supérieur à 80 mm contenant des produits ayant pour mention de danger H400 ou H410 n'est présente sur site, Le plan de l'installation corrobore l'affirmation de l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Recensement des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants : <ul style="list-style-type: none">- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)
Constats : Par courriel du 26 novembre 2025, l'exploitant indique qu'il a effectué le recensement des ouvrages selon le guide professionnel DT90 (§2.4) et que seule la rétention des réservoirs de CLAMC semble être concernée. Il précise qu'il effectue le suivi de la rétention en application du guide professionnel DT92. En séance les inspecteurs indiquent à l'exploitant que les réservoirs (n°40 et n°41) ne sont pas soumis au PMII, il apparaît donc que la rétention associée aux réserves de CLAMC ne l'est pas non plus. En conclusion aucun ouvrage n'est soumis au PMII sur le site d'Extruplast.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – état initial inspections 04/10
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.
Constats : L'exploitant traite la cuvette de rétention CLAMC comme si elle était soumise au PMII.

Dossier rétention :

L'exploitant a présenté le dossier rétention (GMAO), la fiche descriptive de l'ouvrage comportant les plans détaillés ainsi que l'état initial de la cuvette de rétention associée aux réservoirs de CLAMC.

La fiche descriptive n'est pas datée, elle indique que l'ouvrage est de catégorie II et présente un volume de 49,5m³.

L'état initial daté du 05 janvier 2022 ne fait pas état du volume de la cuvette de rétention.

Le document "Rétention CLAMC" n'est pas daté et fait état d'un volume de rétention de 49,5m³.

Le volume de rétention est erroné puisque les dimensions spécifiées sur le plan en pages 8 et 12 indiquent les valeurs suivantes (L x l x h = 10,20m x 3,30 x 2,80m).

Le plan en page 11 du document "Rétention CLAMC" indique une hauteur de 1,50m.

Le plan des installations présenté en séance fait état d'un volume de rétention de 93,7m³.

La hauteur réelle de l'ouvrage est de 3,80m donnant un volume de rétention réel de 93,7m³. La rétention a été rehaussée par l'exploitant en 2022 suite à l'inspection DREAL sur le thème "rétention" de 2021.

Les documents du dossier rétention de l'exploitant ne sont pas à jour, les cotes de l'ouvrage ne sont pas cohérentes.

L'inspection note aussi que les travaux de rehaussement de la rétention n'apparaissent pas dans le dossier rétention (GMAO).

Suivi de l'ouvrage :

En application du DT92, l'exploitant a classé la rétention en catégorie II mais n'a pas spécifié la classe de l'ouvrage.

Les rapports des visites annuelles 2024 et 2025 de la rétention datés respectivement du 09 juillet 2024 et 10 juillet 2025 présentent des niveaux de désordre "Sans Observations" (SO). L'inspection indique que dans ce cas l'ouvrage est de classe 1 selon le DT92 (§7.3) et ajoute que la classe de désordre SO n'existe pas dans les préconisations du guide DT92.

Dans le cas d'un ouvrage classé 1 aucune intervention autre que l'entretien régulier n'est à prévoir. Sur le site de la société Extruplast, l'exploitant programme des visites « d'inspection rétention » chaque année.

Sur le terrain, l'inspecteur constate la présence d'une épaufrure de 2 cm de profondeur sur le mur Nord Est en partie interne de la rétention. Cette dernière ne laisse pas apparaître d'armature métallique et n'est pas traversante. Pourtant les fiches d'inspection présentées n'en font pas état : en partie 3 de la fiche, le niveau de désordre est classé « SO » (Sans Observation).

L'enrobage minimal de l'armature béton est défini dans la norme NF EN 1992-1-1 (Eurocode 2). Dans le cas d'une structure courante, l'enrobage minimal requis vis-à-vis de la durabilité des armatures est de 30mm pour les bétons soumis aux intempéries. L'épaufrure présente sur le mur Nord Est de la rétention présente une profondeur d'environ 2cm. Ce défaut est donc susceptible de causer une diminution de la durabilité du ferrailage et à terme de produire un désordre de classe D3 (désordre structurel).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met à jour son dossier rétention de manière à faire clairement apparaître la phase

travaux de rehaussement.

L'exploitant met à jour les plans de ses installations pour mettre en cohérence le volume de rétention et les nouvelles cotes de l'ouvrage (post travaux de rehaussement).

L'exploitant modifie sa fiche d'inspection rétention pour ne plus que la mention SO (Sans observation) apparaisse, classe l'ouvrage via la terminologie des désordres (D1, D2, D3, D4).

L'exploitant reclasse l'épaufrure à minima en désordre de type D2, statue sur le classement final de l'ouvrage via la terminologie des désordres (D1, D2, D3, D4) et tire les conséquences du classement sur le suivi ou les actions à réaliser.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois